

MODIFICATIF DE PERMIS D'AMÉNAGER DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 14/05/2020

N° PA 029 075 18 00006 M01

Par :	COMMUNE DE GUIPAVAS
Représentée par :	Monsieur Fabrice JACOB
Demeurant à :	PLACE SAINT ELOY MAIRIE 29490 GUIPAVAS
Pour :	Création d'un lotissement communal
Sur un terrain sis à :	Rue Marie Curie 75 CB 469, 75 CB 472, 75 CB 92, 75 CB 93, 75 CB 94, Zonage UC

LE MAIRE,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le permis d'aménager PA 029 075 18 00006, accordé le 10/04/2019, à COMMUNE DE GUIPAVAS, représentée par Monsieur Fabrice JACOB, sur un terrain sis rue Marie Curie, ayant pour références cadastrales 75 CB 469, 75 CB 472, 75 CB 92, 75 CB 93, 75 CB 94,

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 20 janvier 2014, mis en compatibilité les 28 avril 2016, 16 décembre 2016 et 11 décembre 2017; modifié les 12 décembre 2014, 13 octobre 2015, 11 décembre 2015, 16 décembre 2016, 30 mars 2018 et 26 avril 2019; mis à jour les 19 décembre 2014, 19 mai 2016, 27 septembre 2016, 28 octobre 2016, 5 janvier 2017, 17 mars 2017, 22 février 2018, 29 mai 2018, 21 septembre 2018, 18 mars 2019, 5 juillet 2019, 21 octobre 2019, et le 24 janvier 2020.

Vu l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, notamment son article 12ter,

Considérant que l'article 12 ter de l'ordonnance susvisée du 25 mars 2020 prévoit que le point de départ du délai d'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme qui ont été déposées entre le 12 mars et le 23 mai 2020 est reporté au 24 mai 2020 et que ce délai court à compter de cette date pour la durée réglementaire applicable à la demande,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le permis d'aménager modificatif **est accordé** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : PERMIS MODIFICATIF

Les prescriptions du permis de construire d'origine demeurent en application.

Les réserves émises au permis d'aménager PA 029 075 18 00006 demeurent applicables.

Les prescriptions et recommandations de la Direction Opérationnelle (avis en annexe) seront à prendre en compte.

ARTICLE 3 :

La validité du présent permis modificatif prend fin à l'issue du délai de validité du permis d'aménager d'origine.

La présente décision est transmise ce jour au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Fait à GUIPAVAS,
Le

Le Maire



A GUIPAVAS

le

10 JUIN 2020



*Pour le Maire
L'Adjoint délégué
Christian Petitfère*

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.
- **VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation peut être demandée deux fois pour une durée d'un an. La demande doit être réalisée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
Pour l'application des dispositions prévues par les articles R423-6 et R.424-5 du code de l'urbanisme, le pétitionnaire est informé que la date d'affichage de l'avis de dépôt en mairie est le lundi ou le premier jour ouvré, le cas échéant, suivant la date de dépôt en mairie.
Pour l'application des dispositions prévues par les articles R.424-15 et A.424-15 à 19 du code de l'urbanisme, le pétitionnaire est informé que la date d'affichage du présent arrêté en mairie est le lundi ou le premier jour ouvré, le cas échéant, suivant la date de signature de l'arrêté.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un permis qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique, le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat.
- Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.